



Niger

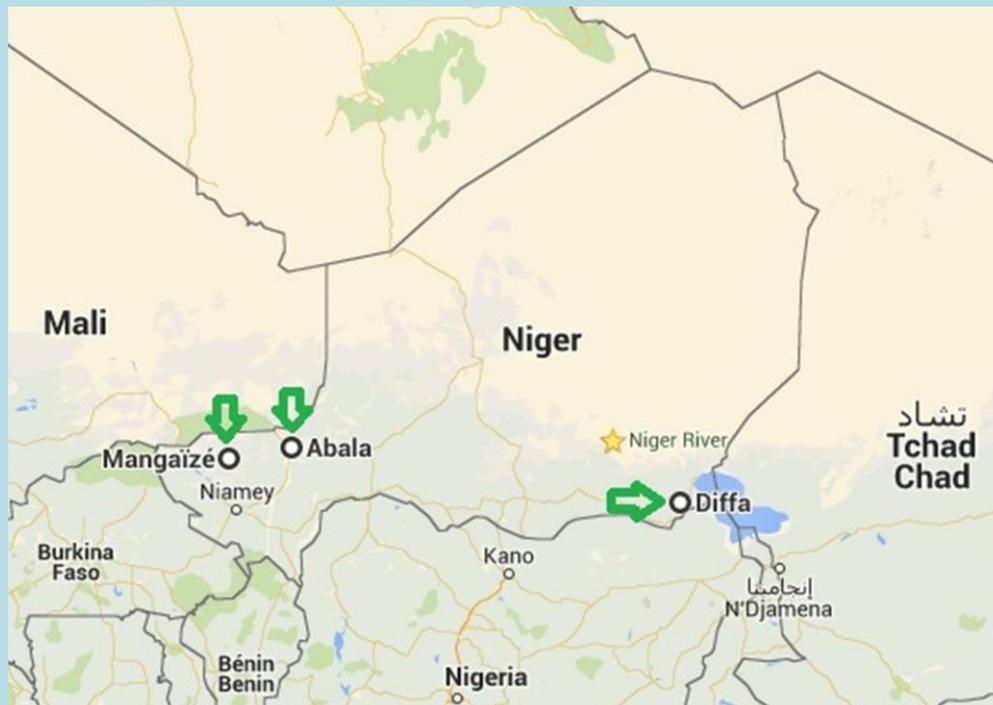
Les enquêtes mVAM couvrent également la région de Diffa

Bulletin mVAM Niger, numéro 4, Juillet 2015

- Les résultats indiquent que 8% des ménages interviewés ont une consommation alimentaire pauvre.
- Dans l'ensemble, la situation alimentaire est globalement satisfaisante, vu que plus de 80% des ménages ont une consommation alimentaire limitée ou acceptable.
- A Diffa, par contre, le niveau élevé de l'indice des stratégies de survie traduit une situation alimentaire sous pression dans une région confrontée à une crise humanitaire complexe.
- Avec la régularité de l'assistance alimentaire, on devrait logiquement s'attendre à une baisse progressive de cet indice au cours des prochains mois.
- Dans les situations d'urgence complexe, où l'insécurité ne permet pas d'accéder à certaines zones, le mVAM apparaît comme une alternative pour combler le besoin en informations.

➤ De la phase pilote à la mise à l'échelle

Sur la base des leçons apprises lors de la phase pilote (mars à mai 2015), le PAM et ses partenaires ont décidé de poursuivre la collecte des données via téléphone portable. **L'objectif mensuel a été désormais fixé à 800 appels.** Pour ce nouveau chapitre qui s'ouvre, le mVAM sera expérimenté dans trois contextes différents : (1) dans un camp de réfugiés où le PAM distribue des **vivres en nature** (Abala) ; (2) dans un camp de réfugiés où les ménages reçoivent des **bons d'achat alimentaire** (Mangaizé) ; (3) dans une région où **l'insécurité** ne permet pas d'accéder à certaines localités pour faire le suivi régulier des activités (Diffa).



➤ Insécurité et besoin en informations dans la région de Diffa

La situation sécuritaire s'est considérablement détériorée à partir de novembre 2014 dans la région de Diffa (Sud-Est du Niger). Le Gouvernement Nigérien y a décrété l'état d'urgence en février 2015. Cette mesure était toujours en vigueur au moment où le présent bulletin était rédigé.

Dans cette région, l'accès humanitaire reste un défi majeur. L'insécurité qui y prévaut ne permet pas toujours d'accéder à certaines zones pour réaliser des évaluations de la sécurité alimentaire en utilisant les approches classiques. Dans ce contexte, **le mVAM apparait comme une solution alternative pour collecter rapidement des données dans un contexte où le besoin en informations est de plus en plus crucial.**

Pour le moment, les enquêtes mVAM s'adressent aux ménages qui bénéficient de l'assistance alimentaire du PAM. Ces derniers ont été sensibilisés par les partenaires coopérants du PAM sur les objectifs du mVAM, la confidentialité des numéros de téléphone et des informations collectées. Les partenaires ont également insisté sur le fait que la participation aux enquêtes mVAM est purement volontaire. **L'accès à l'assistance alimentaire fournie par le PAM n'est nullement conditionné par la décision du ménage de participer ou non au mVAM.**

• **Nombre de personnes affectées et situation des marchés dans la région de Diffa**

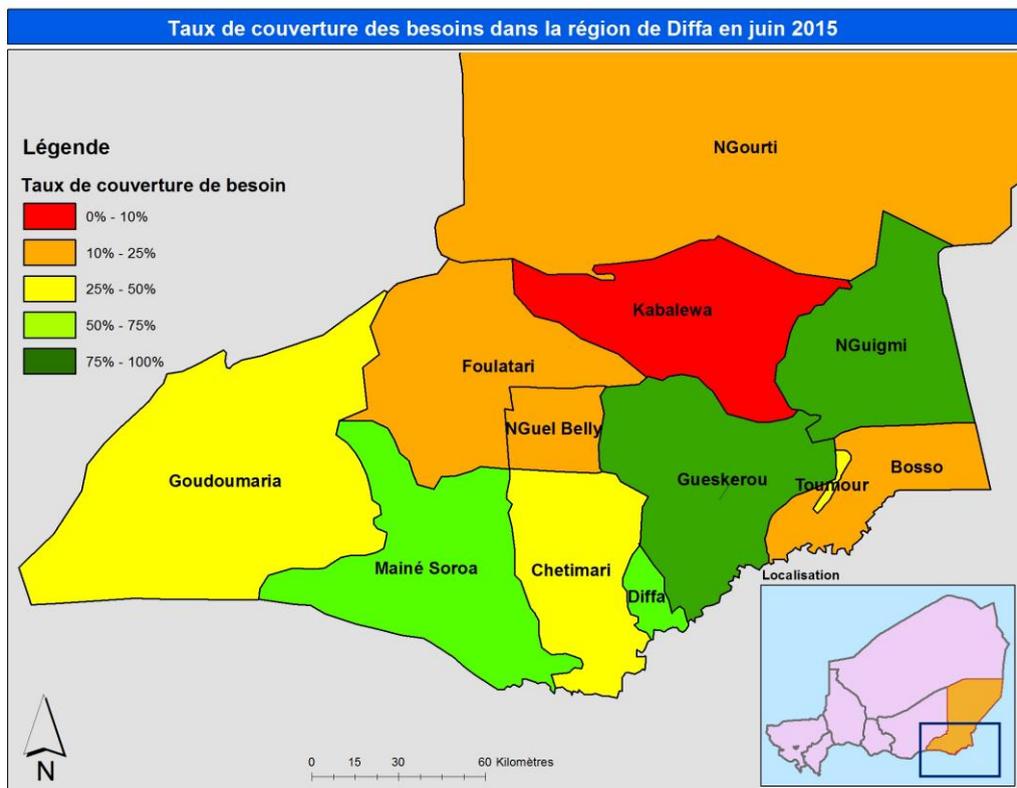
Avant l'intensification du conflit, la région de Diffa était déjà confrontée à une insécurité alimentaire structurelle. Sur la période 2006-2013, la prévalence moyenne de l'insécurité alimentaire globale (sévère et modérée) se situait entre 25,7% et 35,2%.

Sur les 10 dernières années, le bilan céréalier moyen a été "critique" ou "extrême", selon le degré de déficit enregistré. Au titre de la campagne agropastorale 2014-2015, la région a une fois de plus enregistré un déficit fourrager et céréalier. Près de 67% des villages agricoles ont été déclarés déficitaires. La prévalence de la malnutrition aigüe globale est restée supérieure au seuil d'urgence de l'OMS (15%) en 2007, 2009, 2010 et 2012.

L'intensification du conflit n'a donc fait qu'aggraver une situation alimentaire et nutritionnelle déjà préoccupante.

Selon les estimations du Gouvernement et des acteurs humanitaires, environ 457 000 personnes auront besoin d'une assistance pendant la période de soudure (juin à septembre).

En juin 2015, près de 241 000 personnes ont reçu une assistance alimentaire, soit un taux de couverture d'environ 53%. Le Gouvernement et les acteurs humanitaires multiplient les efforts pour améliorer ce taux de couverture, notamment dans les communes faiblement couvertes.



La région de Diffa dépend structurellement du Nigeria pour son approvisionnement en céréales, la vente des cultures de rente et du bétail et de la migration économique. En mai 2015, le PAM a conduit une évaluation rapide des marchés pour mieux comprendre l'impact de la crise sur le fonctionnement des marchés. Les résultats de cette évaluation montrent que le conflit a profondément modifié la structure des marchés. **Si plusieurs circuits commerciaux approvisionnaient la région dans le passé, depuis l'intensification du conflit, l'approvisionnement se fait à partir d'un seul axe.**

En juin 2015, les prix des céréales étaient en baisse par rapport à leurs niveaux de l'année passée et à la moyenne des 5 dernières années. Selon certains informateurs-clés, le volume de l'assistance alimentaire en cours aurait fait baisser la pression sur les marchés, ce qui se traduit dans les faits par une atténuation des tensions sur les prix.

Les exportations des animaux et du poivron à destination du Nigeria ont fortement baissé par rapport à la normale et par rapport à l'année passée. Cette situation a considérablement affecté le pouvoir d'achat d'une grande frange de la population. Ainsi, **bien que les prix soient en baisse, l'accès des ménages les plus pauvres à la nourriture via le marché reste pour le moment très limité.**

➤ Les principaux résultats du mVAM de juin 2015

• **Taux de participation et caractéristiques des répondants**

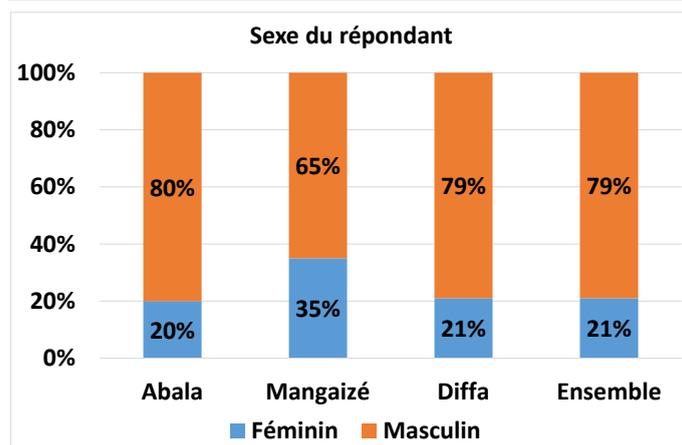
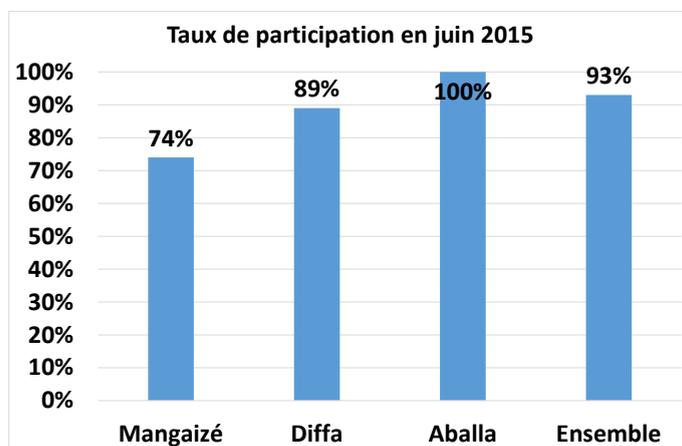
Les distributions ont eu lieu **du 26 au 28 mai 2015** à Abala, **du 2 au 6 juin 2015** à Mangaizé et **du 17 au 27 juin 2015** dans la région de Diffa. Initialement prévue **du 16 au 22 juin 2015**, la collecte des données mVAM a été prorogée jusqu'au **26 juin 2015**. Ce report est consécutif aux difficultés de communication téléphonique intervenues pendant cette période dans la région de Diffa.

Sur les 800 ménages prévus, ce sont au total 747 qui ont participé à l'enquête, **soit un taux de participation de 93%** (100% à Abala ; 89% à Diffa ; 74% à Mangaizé). Le nombre de personnes interviewées s'établit comme suit : 286 à Abala ; 176 à Mangaizé ; 285 à Diffa.

Ces résultats positifs ont été obtenus grâce à une stratégie de communication et de sensibilisation efficace mise en place par les partenaires coopérants du PAM, les missions conjointes d'information PAM/HCR/ACTED dans les camps de réfugiés maliens, et le professionnalisme des opérateurs téléphoniques qui ont su tisser une relation de confiance avec les répondants.

Dans l'ensemble, 79% des personnes interviewées sont des hommes et 21% sont des femmes. La proportion des répondants de sexe féminin est relativement plus élevée à Mangaizé (35%).

Dans la région de Diffa, 74% des ménages ont déclaré être des résidents habituels, tandis que 26% sont des déplacés/retournés. Les déplacés/retournés ont passé en moyenne six mois dans les villages d'accueil. Parmi ces derniers, 52% déclarent être arrivés entre janvier et juin 2015 (6 derniers mois), tandis que les autres (48%) sont arrivés entre septembre et décembre 2014.



• **Respect des dates de distribution et satisfaction des bénéficiaires**

D'une manière générale, 85% des répondants ont déclaré avoir reçu les informations sur les dates de distribution. Cette tendance globale masque toutefois certaines disparités. En effet, sur les camps de réfugiés maliens, la quasi-totalité des répondants ont reçu cette information (97% à Abala et 99% à Mangaizé). A titre de comparaison, en mars 2015, à Abala, seulement 36% des répondants interviewés ont déclaré avoir reçu l'information sur les dates de distributions. Ces résultats montrent que des progrès ont été réalisés par le partenaire coopérant pour communiquer les dates de distributions aux bénéficiaires.

Dans la région de Diffa, en revanche, 64% des répondants ont reçu cette information. Cela pourrait être dû au fait que le contexte sécuritaire volatile ne permet pas toujours d'informer les bénéficiaires à temps.

Malgré les contraintes sécuritaires, les partenaires coopérants ont respecté les dates de distribution. En effet, dans la région de Diffa, 93% des ménages qui ont été informés sur la date de distribution ont déclaré que celle-ci a été respectée. Dans les camps de réfugiés maliens, selon la quasi-totalité des personnes interviewées, ces dates ont été respectées (100% à Abala et 98% à Mangaizé).

La question relative à l'appréciation de la qualité des vivres aurait été traduite en langue locale par "appréciez-vous les vivres distribués par le PAM". A cette question, 87% des ménages ont répondu par l'affirmative (100% à Abala ; 97% à Mangaizé ; 67% à Diffa). Dans la région de Diffa, en juin, le PAM a distribué du sorgho (céréale) et des lentilles (légumineuse) dans certains villages. Cela pourrait sans doute expliquer pourquoi 33% des répondants ont déclaré qu'ils n'appréciaient pas les vivres distribués par le PAM. En lieu et place, ils auraient aimé recevoir du mil (céréale) et du niébé (légumineuse).

• Dépistage des enfants de 6 à 59 mois

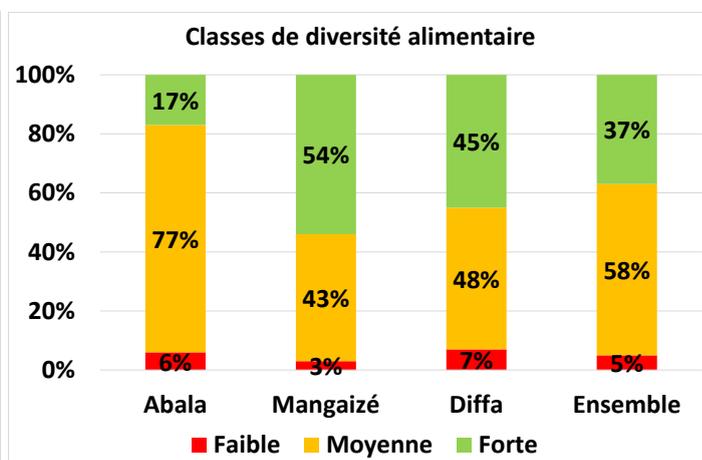
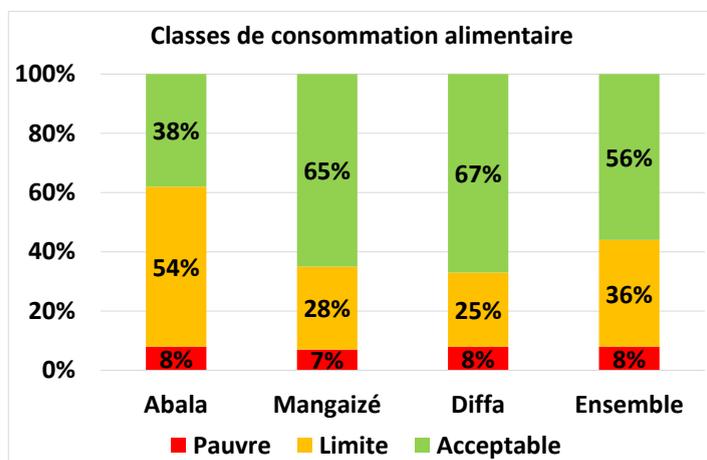
Sept ménages sur dix (70%) ont au moins un enfant de 6 à 59 mois. Dans la région de Diffa, 87% des ménages ont au moins un enfant de 6 à 59 mois, contre 49% à Mangaizé et 67% à Abala. En principe, les partenaires coopérants doivent procéder au dépistage systématique de ces enfants pendant le ciblage et pendant les distributions. **Les résultats indiquent que dans la majorité des cas (93%), ces enfants ont effectivement été dépistés (97% à Abala ; 99% à Mangaizé ; 87% à Diffa).** Les partenaires devront, en revanche, s'assurer à l'avenir que les résultats du dépistage sont communiqués clairement aux ménages. En effet, 63% des répondants n'ont pas été en mesure de fournir des informations sur les résultats du dépistage (88% à Abala ; 65% à Mangaizé ; 41% à Diffa).

Parmi les ménages dont au moins un enfant a été dépisté malnutri, 76% ont déclaré que cet enfant a été pris en charge dans un centre de santé. Plusieurs raisons ont été mentionnées par les ménages qui n'ont pas référé les enfants dépistés malnutris au centre de santé. A Abala, les répondants ont déclaré qu'ils ne savaient pas que ces enfants devaient être conduits au centre de santé. A Diffa, trois raisons majeures ont été mentionnées : 13% des répondants ont mentionné l'éloignement du centre de santé ; 27% ont déclaré qu'ils ignoraient qu'ils devaient conduire l'enfant dépisté malnutri au centre de santé ; la rupture des intrants dans les centres de santé a été évoquée par la majorité des répondants (60%).

Les données sur le dépistage des enfants de 6 à 59 mois doivent être interprétées avec beaucoup de prudence, en attendant qu'elles soient confirmées par d'autres sources d'information (suivi des distributions et enquêtes de suivi post-distribution). Elles permettent néanmoins de se faire une idée sur certains dysfonctionnements et de pouvoir prendre des actions pour y remédier (informer les ménages sur le résultat du dépistage des enfants, sensibiliser les ménages sur la nécessité de référer les enfants dépistés malnutris, approvisionner les centres de santé en intrants nutritionnels pour une prise en charge effective des enfants dépistés malnutris).

• Consommation alimentaire et stratégies de survie

Les résultats indiquent que 8% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, 36% ont une consommation limite et 56% ont une consommation alimentaire acceptable. **La situation alimentaire n'est pas alarmante, vu que 92% des ménages ont une consommation alimentaire limite ou acceptable.** Dans les situations d'urgence, au moins 80% des ménages assistés devraient avoir une consommation alimentaire limite ou acceptable, ce qui est actuellement le cas à Diffa et dans les camps de réfugiés maliens. Le même constat peut être fait par rapport à la diversité alimentaire (95% des ménages ont une diversité alimentaire moyenne ou forte).



La situation alimentaire à Abala peut être qualifiée de "fragile", voire "précaire". En effet, seulement 38% des ménages interviewés ont une consommation alimentaire acceptable. Cette proportion est de 65% à Mangaizé et

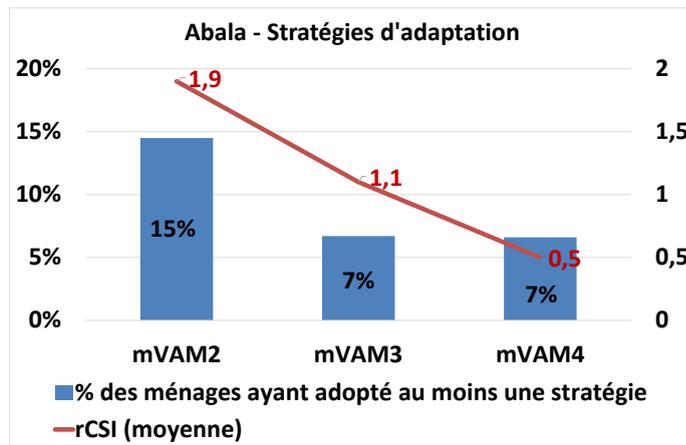
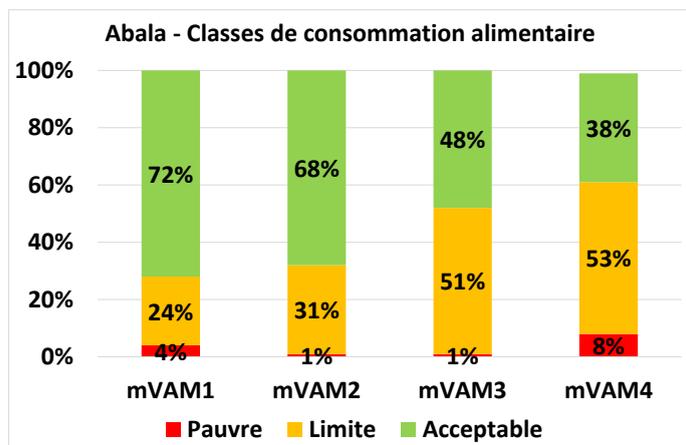
de 67% dans la région de Diffa. De même, plus de la moitié des ménages interviewés à Abala ont une consommation alimentaire limitée (54%). Les ménages d'Abala ne consomment quasiment pas de protéines animales ou de produits laitiers. La régularité de l'assistance alimentaire fournie par le PAM permet de résoudre la question de l'accès à certaines denrées (céréales, légumineuses et huile). Les ménages qui ont une consommation alimentaire précaire sont ceux qui ne consomment quasiment pas les produits laitiers et les protéines animales. Le faible pouvoir d'achat de certains ménages ne leur permet pas en effet de se procurer cette catégorie de produits alimentaires.

D'une manière générale, **32% des ménages ont déclaré avoir eu recours à une stratégie d'adaptation pour faire face à des difficultés alimentaires**. Dans les camps de réfugiés maliens, rares sont les ménages qui ont dû recourir à des stratégies d'adaptation (respectivement 3% et 7% à Mangaizé et Abala). **Dans la région de Diffa, en revanche, 76% des ménages ont adopté au moins une stratégie pour faire face à des difficultés alimentaires**.

Tandis qu'il est quasiment nul à Abala (0,5) et à Mangaizé (0,1), l'indice moyen des stratégies de survie est très élevé à Diffa (13,1). Le contexte humanitaire qui prévaut actuellement dans cette région pourrait expliquer une telle situation. Mais, avec la régularité de l'assistance alimentaire, on devrait logiquement s'attendre à une baisse de l'indice moyenne des stratégies de survie au cours des prochains mois.

• Analyse des tendances à Abala

A Abala, le mVAM en est à son quatrième round de collecte, ce qui offre la possibilité de faire une analyse des tendances. La proportion des ménages avec une consommation alimentaire limitée et acceptable est restée constamment supérieure à 80%. Il convient tout de même de préciser que la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre est passée de 4% en janvier 2015 à 8% en juin 2015. Les facteurs saisonniers (période de soudure) et les faibles opportunités économiques existantes dans les zones d'accueil pourraient expliquer cette légère détérioration de la situation alimentaire.



La proportion des ménages qui ont adopté au moins une stratégie de survie est en baisse (de 15% à 7%). L'indice moyen des stratégies de survie (rCSI), qui mesure la sévérité des difficultés alimentaires, est également en baisse (de 1,9 à 0,5).

➤ En guise de conclusion

La situation alimentaire des ménages interviewés peut être qualifiée de globalement satisfaisante. A Diffa, l'indice des stratégies de survie est très élevé (13,1), ce qui semble refléter la situation humanitaire qui prévaut actuellement dans cette région. Au cours des prochains mois, cet indice devrait progressivement baisser avec la régularité de l'assistance alimentaire.



Pour plus d'informations sur le mVAM au Niger, veuillez contacter :

Antonio AVELLA
antonio.avella@wfp.org

Moustapha TOURÉ
moustapha.toure@wfp.org

Jean-Martin BAUER
jean-martin.bauer@wfp.org

Dominique FERRETTI
dominique.ferretti@wfp.org